

# **l'ICEM s'adresse aux syndicats**

La préoccupation constante et essentielle de notre mouvement est la transformation profonde de l'école pour lui permettre de répondre aux besoins des jeunes et aux nécessités du monde moderne.

Notre expérience nous montre qu'une telle transformation est liée à un certain nombre d'exigences :

- Un climat qui ne tienne pas en suspicion les éducateurs qui prennent des initiatives ; or toute initiative venant des éducateurs est a priori suspectée d'aventurisme comme si ce n'était pas la rigidité qui engendre l'irresponsabilité.
- Une structure permettant la constitution d'équipes stables, susceptibles de prendre des responsabilités, or on ne songe qu'à renforcer les pouvoirs des chefs d'établissements de même qu'on n'envisage la régionalisation que sous la poigne des super-préfets.
- Des conditions de travail acceptables et notamment des effectifs compatibles avec le style de relations qu'on veut permettre.

Le Ministre de l'Education Nationale multiplie les déclarations et les opérations spectaculaires pour persuader qu'une action qualitative va s'engager sous peu. Ce que nous savons de son futur budget, et du prélèvement accru de la ponction pour l'enseignement privé, révèle en effet les limites quantitatives de ses ambitions.

Parce que nous ne plaisantons pas en matière de stratégie du changement, nous ne pouvons rester muets lorsqu'on discute de l'évolution de l'école, du droit des jeunes à la parole, de la suppression du baccalauréat, mais nous refusons qu'on élude un problème crucial : celui des classes qu'on refuse d'ouvrir ou qu'on ferme alors que tant d'auxiliaires ne peuvent être titularisés comme ils devraient l'être.

Parce que nous savons que les syndicats ont pour vocation de lutter dans ces domaines, nous avons décidé aux Journées de Vence de nous adresser à eux pour leur exprimer notre préoccupation et notre volonté de soutenir activement les initiatives qui seront prises, nationalement ou localement, pour résoudre immédiatement les cas les plus urgents et obtenir du ministère un calendrier d'abaissement des effectifs à tous les niveaux de l'enseignement.

Dans l'immédiat, nous estimons qu'on ne devrait pas tolérer des effectifs dépassant :

- 25 élèves au C.P. et au C.E.1,
- 30 élèves en maternelles, C.E.2, C.M.1 et 2, 1er cycle et C.E.T.,
- 35 élèves au second cycle.

Nous pensons qu'une campagne d'action pourrait porter sur :

- la création d'un seuil d'effectifs qu'on ne doit en aucun cas dépasser, une sorte de S.M.I.C. des conditions de travail qui ne soit pas bloqué mais lié aux nécessités de l'éducation,
- le rejet de la notion de moyenne d'effectifs (au niveau national ou local) car cela masque les cas les plus scandaleux,
- le refus des fermetures systématiques de classes ayant atteint un effectif moins élevé,
- la prise en considération des conditions de vie des enfants comme élément de référence pour l'établissement de certaines normes.

Progressivement aucune classe ne devrait dépasser un effectif de 25 élèves que ce soit dans les maternelles, l'enseignement élémentaire ou secondaire. Mais l'effort devrait se poursuivre sur la perspective d'un maximum de 15 élèves par groupe dans le cadre d'équipes éducatives.

C'est dans cet esprit que notre mouvement est prêt à soutenir les actions syndicales pour de meilleures conditions de travail, condition majeure mais non unique d'une transformation de l'école en France.